

L'Adresse—M. Côté

L'histoire démontre que les meilleurs emprunteurs ou adapteurs de technologie sont souvent ceux qui font de la recherche et du développement eux-mêmes. Il faut donc que nous ayons une approche beaucoup plus équilibrée: Nous ne pouvons pas tout faire nous-mêmes, mais nous ne pouvons pas nous limiter non plus à emprunter la technologie des autres.

Le secteur privé, partout au Canada, a fait montre de leadership dans le domaine de l'innovation et aussi de la technologie. La Northern Telecom, par exemple, commercialise la technologie canadienne dans le domaine des télécommunications partout à travers le monde et depuis déjà plusieurs années.

[Traduction]

Alcan est le plus grand producteur d'aluminium au monde et sans doute l'un des plus efficaces et cela, grâce aux efforts qu'il a consacrés à la recherche. Il est en train de devenir l'un des chefs de file dans la mise au point de nouveaux matériaux. Des compagnies comme National Sea Products, Fisher Products International et Canada Packers utilisent des innovations et des techniques nouvelles pour diversifier et améliorer leurs produits et leur productivité.

Il y a également au Canada des centaines de nouvelles compagnies comme Process Technology, au Nouveau-Brunswick, Ogivar Inc., au Québec, Diffracto, à Windsor, SED en Saskatchewan, pour n'en nommer que quelques-unes, qui obtiennent des résultats remarquables dans le secteur de la haute technologie sur la scène internationale.

Le Canada doit poursuivre la recherche et le développement, importer des techniques, les appliquer, les perfectionner et commercialiser les résultats s'il veut améliorer sa compétitivité. Nous avons besoin de capitaux d'investissement et de liens avec l'industrie mondiale pour pouvoir atteindre cet objectif.

Notre gouvernement a établi Investissement Canada pour favoriser les investissements et les associations fructueuses dont nous avons besoin pour réaliser cet objectif prioritaire.

[Français]

Par exemple, l'Agence a participé au cours de l'année dernière avec l'Alberta et l'Association des producteurs indépendants de pétrole à la mise sur pied d'une série de séminaires de promotion des investissements partout en Europe et aux États-Unis.

Plus récemment, également, des représentants d'Investissement Canada se sont joints au gouvernement de l'Ontario lors d'une mission au Japon.

De plus, Investissement Canada s'est aussi engagé au nom du gouvernement canadien dans de nombreuses autres activités telles que des consultations avec des organisations professionnelles nationales et internationales et aussi des missions de promotion internationales.

Monsieur le Président, ce travail doit continuer et l'engagement de notre gouvernement avec l'encouragement de l'investissement sous toutes ses formes est d'une importance capitale.

[Traduction]

Au cours de l'année qui vient, Investissement Canada va surtout contribuer à l'amélioration de notre infrastructure technologique afin de promouvoir et d'attirer des investissements qui contribueront à l'expansion de la technologie. Cet

organisme coopérera avec l'entreprise canadienne pour promouvoir une orientation plus globale et cherchera de nouvelles formes d'investissements notamment en favorisant des alliances stratégiques entre les entreprises canadiennes et internationales.

[Français]

Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à passer en revue et à modifier, si nécessaire, ses programmes de soutien au développement régional et au développement industriel pour faire en sorte que toutes les parties du pays soient traitées équitablement et aussi que l'industrie canadienne continue à améliorer sa «compétitivité» internationale.

Mais les fonds accordés au développement industriel et régional ne seront jamais que quelques gouttes dans l'océan de l'économie canadienne. Nos programmes doivent, par conséquent, être très sélectifs, ce qui signifie qu'en général les investissements devraient être faits sans qu'il n'y ait aucune intervention de l'État.

C'est pourquoi nous voulons faire du secteur privé le moteur de la croissance du pays. Au fait, c'est ce que le gouvernement s'est employé à faire en éliminant les obstacles comme la réglementation et en créant un climat économique propice aux affaires.

[Traduction]

Le secteur des affaires a besoin d'un gouvernement qui créera un environnement productif et concurrentiel, qui le soutiendra selon les besoins et qui orientera le développement. C'est ce que fait notre gouvernement et nous nous engageons à poursuivre dans cette voie. Nous pouvons unir nos efforts.

M. le vice-président: La présidence est maintenant prête à rendre une décision au sujet de l'amendement proposé par M. Cassidy et appuyé par M. Riis. Cet amendement est recevable.

Avez-vous des questions ou des observations à formuler à propos du discours du ministre? La parole est au député de Kamloops—Shuswap (M. Riis).

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai une brève question à poser au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Côté). Nous avons pu lire dans les journaux, ce matin, qu'au Nouveau-Brunswick où plusieurs ententes de soutien ont été signées avec le secteur des affaires, le gouvernement provincial avait pris de nombreuses décisions concernant l'aide à l'entreprise en fonction de critères politiques plutôt qu'économiques, industriels ou commerciaux. Le ministre a-t-il quelque chose à dire à ce sujet?

[Français]

M. Côté (Langelier): Monsieur le Président, tel que je l'ai mentionné lors de mon allocution, au fait, depuis septembre 1984, je pense que mon gouvernement a non seulement manifesté son désir de s'occuper de la question du développement régional au moyen de plusieurs initiatives concrètes, mais nous avons conclu de nombreuses ententes de développement économique qu'on appelle EDER avec la majorité des provinces, également concernant plusieurs secteurs d'activités. Nous avons aussi signé plusieurs énoncés de principes fédéraux, provinciaux, basés sur le développement économique régional.